



**CCI EURE-ET-LOIR**

**1<sup>ER</sup> ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES**

**Création, conception et réalisation  
des fichiers pour la signalétique  
intérieure et extérieure du site CCI et  
de ses différentes activités**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

**Marché n° 202505**

## Table des matières

<b>1.</b>	<b>OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET .....	3
1.2	ALLOTISSEMENT.....	3
1.3	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	3
<b>2.</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>3</b>
<b>3.</b>	<b>CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>3</b>
<b>4.</b>	<b>DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
4.1	DUREE DU CONTRAT .....	4
4.2	DELAIS D'EXECUTION .....	4
<b>5.</b>	<b>PRIX.....</b>	<b>5</b>
5.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	5
5.2	MODALITES DE VARIATION DES PRIX .....	5
<b>6.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>5</b>
6.1	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS .....	5
6.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	5
6.3	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT .....	6
6.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS .....	6
6.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	6
<b>7.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>8.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
8.1	VERIFICATIONS.....	7
8.2	DECISION APRES VERIFICATION .....	7
<b>9.</b>	<b>GARANTIE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>10.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>7</b>
10.1	PENALITES DE RETARD.....	7
10.2	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE .....	7
<b>11.</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>8</b>
<b>12.</b>	<b>RESILIATION DU CONTRAT .....</b>	<b>8</b>
12.1	CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE.....	8
12.2	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	8
<b>13.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>8</b>
<b>14.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>9</b>

## **1. OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 OBJET**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la création, la conception et la réalisation des fichiers pour la signalétique intérieure et extérieure du site CCI Eure-et-Loir et de ses différentes activités.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### **1.2 ALLOTISSEMENT**

Les prestations ne sont pas alloties.

### **1.3 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### **Pièces particulières**

- L'acte d'engagement.
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- L'offre technique et financière du titulaire.

### **Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021  
Ce document n'est pas matériellement joint aux pièces du marché.

## **3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes : Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

En complément de l'article 5.2 du CCAG et dans le cadre de leurs relations

contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent contrat.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant des informations saisies.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

L'Entreprise s'engage à respecter les règles de sécurité du travail et à fournir à son personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection nécessité par la nature des travaux à exécuter.

Il y aura lieu de prévoir tous les moyens nécessaires (garde-corps, balises, etc...) à la protection des tiers lors des interventions.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

##### **4.1 DUREE DU CONTRAT**

Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'à la fin des garanties prévues dans les documents contractuels.

##### **4.2 DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans l'offre du titulaire.

Une prolongation de ces délais peut être accordée conformément à l'article 13.3 du CCAG-Travaux.

## **5. PRIX**

### **5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES**

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par des prix forfaitaires.

Les prix sont établis hors T.V.A. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais inhérents au déroulement de la mission et plus particulièrement les frais de déplacement et de séjour, tous les frais de transport.

### **5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX**

Les prix sont fermes et définitifs.

## **6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **6.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations de maintenance préventive seront facturées par le titulaire à terme

### **6.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Entité de facturation : Chambre de Commerce et d'Industrie

Client appartenant à l'Etat (OUI) : Etablissement public et administratif

N° SIRET : 182 800 011 00104

N° SE (Code du service exécutant) : pas de code service

N° EJ (Engagement juridique) : pas de n° d'engagement

### 6.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 6.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-Travaux.

### 6.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

## **8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 VERIFICATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **8.2 DECISION APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **9. GARANTIE DES PRESTATIONS**

Sans objet.

## **10. PENALITES**

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### **10.1 PENALITES DE RETARD**

**Pénalités de retard :** Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution défini est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard une pénalité fixée à 100,00 €.

### **10.2 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 10 % du montant TTC du bon de commande en cours d'exécution au moment où l'infraction est constatée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. L'application d'une pénalité n'exclut pas la résiliation pour faute prévue au

CCAG-FCS.

## **11.ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **12.RESILIATION DU CONTRAT**

### **12.1 CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **12.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **13.REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.



Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **14.DEROGATIONS**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services